

RAPPORT N° 2025/5-01
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 18 septembre 2025

OBJET : ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF A DES TRAVAUX DE REFECTION DE RESEAUX D'EAUX USEES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR - PERIODE 2025-2029. Autorisation de signer les marchés.

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

La présente opération s'inscrit dans le cadre des diagnostics du délégataire. Elle vise à répondre aux demandes ponctuelles et non-programmables en travaux de réseaux de collecte des eaux usées sur le territoire de la CINOR.

Les enjeux portent essentiellement sur :

- La réhabilitation et l'extension des réseaux d'eaux usées ;
- Le déplacement des canalisations en domaine privé vers le domaine public ;
- La collecte des eaux usées.

La réhabilitation des réseaux d'eaux usées constitue un levier stratégique pour assurer la performance durable des infrastructures d'assainissement.

Ces travaux s'inscrivent dans une démarche globale de préservation environnementale et d'amélioration de la qualité de vie des habitants. Ils permettent de répondre aux défis actuels tout en anticipant les besoins futurs en matière d'assainissement et de sauvegarde des ressources en eau.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Les travaux de démolition de chaussées ou trottoirs ;
- Les fouilles en tranchées ;
- La fourniture et pose de conduites d'eaux usées (réseau gravitaire principalement ou refoulement) ;
- La réalisation ou réfection de regards, boîtes de branchements, etc ;
- La mise à niveau de cadres et tampons d'assainissement ;
- Les travaux de réfection de tranchées et des voiries dans le respect des prescriptions particulières des gestionnaires de voiries, et de celles des fascicules CCTG.

Les procédures de consultation en vue de la passation de ces marchés se sont déroulées dans les conditions suivantes :

- Procédure : marché à procédure adaptée (Art. R. 2123-1 du code de la commande publique) ;
- Marché accord-cadre à bon de commande :
 - Lot n°1 : Travaux de réfection de réseaux EU – Commune de Saint-Denis (Montant min. 45 000,00 €HT annuel / Montant max. 500 000,00 €HT annuel) ;
 - Lot n°2 : Travaux de réfection de réseaux EU – Commune de Sainte-Marie et Sainte-Suzanne (Montant min. 45 000,00 €HT annuel / Montant max. 400 000,00 €HT annuel)
- Allotissement, Désignation et Coût prévisionnel :

Territoire de Saint-Denis	Coût prévisionnel (€ HT)
► Lot 1 : Travaux de réfection de réseaux d'eaux usées – Commune de Saint-Denis	256 019,20 €
► Lot 2 : Travaux de réfection de réseaux d'eaux usées – Commune de Sainte-Marie et Sainte-Suzanne	186 101,50 €

- Type de marché : Travaux
- Durée : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Sauf dénonciation du pouvoir adjudicateur, le marché est reconduit tacitement sans que la durée totale n'excède 4 années. Il est reconduit 3 fois pour une durée d'un an. Le Pouvoir Adjudicateur peut refuser la reconduction du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 mois avant l'expiration de l'année civile en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.
- Avis de marché transmis pour publication le 08 Juillet 2025
- Date limite de remise des offres fixée au 04 Août 2025 à 12h00 locale

Il a été procédé à l'ouverture et au recensement des offres suivantes :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-01-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

Pour le lot 1 :

1. PANDION
2. SARL SAMNA
3. SBTPC
4. CONSTRUCTION LOCATION MACONNERIE (CLM)
5. TRAVAUX PUBLICS REUNION OCEAN INDIEN (TPROI)
6. CISE REUNION

Pour le lot 2 :

1. PANDION
2. SARL SAMNA
3. SBTPC
4. CONSTRUCTION LOCATION MACONNERIE (CLM)
5. TRAVAUX PUBLICS REUNION OCEAN INDIEN (TPROI)
6. CISE REUNION

Après avoir constaté que l'ensemble des candidats avaient remis les pièces de candidatures requises et après examen des capacités professionnelles, techniques et financières, leurs candidatures ont été retenues.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, il est proposé d'attribuer au prestataire ayant présenté l'offre la plus économiquement avantageuse au vu des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (valeur technique 50%, prix 30% et responsabilité sociétale de l'entreprise 20%)

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de l'assainissement de la CINOR en section investissement : Chapitre 23.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché « Accord cadre à bons de commande relatif à des travaux de réfection de réseaux d'eaux usées par sur le territoire de la CINOR / Lot n°1 & Lot n°2 » période 2025-2029 ainsi que le rapport d'analyse et de classement des offres tel que joint en annexe ;

- m'autoriser à signer le marché de travaux précité, avec le prestataire retenu et pour le montant ci-après :

- Pour le lot n°1 : SAMNA SARL pour un montant de 213 292,00€ HT
- Pour le lot n°2 : CONSTRUCTION LOCATION MACONNERIE (CLM) pour un montant de 159 755,00€ HT

- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne sera(en)t pas en mesure de fournir dans le délai fixé, les pièces requises de l'attributaire en application de l'article R2144-4 du code de la commande publique, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau du rapport d'analyse des offres, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises précitées

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2025/5-01
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 septembre 2025**

OBJET : ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF A DES TRAVAUX DE REFECTION DE RESEAUX D'EAUX USEES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR - PERIODE 2025-2029. Autorisation de signer les marchés.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/5-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-01-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du marché « Accord cadre à bons de commande relatif à des travaux de réfection de réseaux d'eaux usées sur le territoire de la CINOR / Lot n°1 & Lot n°2 » période 2025-2029 ainsi que le rapport d'analyses et de classements des offres, tel que joint en annexe ;

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer les marchés de travaux précités, avec ces prestataires et pour les montants ci-après :

- Pour le lot n°1, avec l'entreprise SAMNA SARL pour un montant de 213 292,00€ HT
- Pour le lot n°2, avec l'entreprise Construction Location Maçonnerie (CLM) pour un montant de 159 755,00€ HT

ARTICLE 3

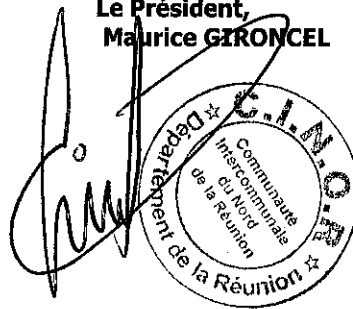
D'autoriser le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir dans le délai fixé, les pièces requises de l'attributaire en application de l'article R2144-4 du code de la commande publique, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau du rapport d'analyse des offres, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises précitées.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250918-BC2025-5-01-DE Date de télétransmission : 23/09/2025 Date de réception préfecture : 23/09/2025
--